

Emplois d'avenir, contrats de génération : tout bénéf pour le Medef

Nous commençons à avoir l'habitude de voir le PS sortir de son chapeau des pseudo-remèdes au chômage. Il s'agit toujours de la même ficelle, précarisation et subventions au patronat, même si l'enrobage est souvent paré de quelques subtilités.

Emplois d'avenir... emplois sans avenir !



D'ici fin 2014, le gouvernement prévoit de créer 150 000 emplois à temps plein payés au SMIC. Les employeurs seront principalement des associations et des organismes publics qui ont une utilité sociale : aide à la personne, animation socio-culturelle, entretien des espaces publics (métiers du « développement durable » officiellement...), mais aussi enseignement.

Pour cela, le patron pourra choisir entre un CDI ou un CDD... c'est-à-dire choisir un CDD. Pendant trois ans, il ne va débourser que 355 €/mois, puisque c'est l'État qui va payer le reste du SMIC. Après ces trois ans, l'« avenir » reste bouché : on se doute bien que le patron va préférer se débarrasser du jeune plutôt que de payer seul tout son SMIC, soit 1 425 €/mois (brut)... Au moins, on pourrait

être content que ces emplois soient consacrés à des tâches « utiles » pour la société, mais même pas ! 15 000 emplois d'avenir seront réservés aux entreprises privées qui proposeront des « parcours d'insertion ». Autrement dit, aux entreprises qui promettent de bien élever les jeunes... pour qu'ils/elles répondent aux exigences des employeurs. Comme souvent avec la novlangue contemporaine, le nom désigne le contraire du contenu : ce sont des emplois sans avenir.

Contrats de génération : deux en un

Face au chômage qui frappe durement les jeunes et les moins jeunes, le PS dégaine une solution « deux en un » : les contrats de génération. Le principe est charmant : inciter les entreprises à garder les séniors pour qu'ils forment les jeunes recrues. Mais concrètement, c'est nous tous qui payons pour que les patrons daignent embaucher.

Le gouvernement propose de payer les « petits » patrons pour embaucher un jeune en CDI (2 000 €/an pendant 3 ans) et pour maintenir un ancien salarié (2 000 €/an) jusqu'à la retraite. Sauf que pour Michel Sapin, ministre du travail, un « petit » patron, c'est un patron qui n'emploie pas plus de... 300 salariés ! Avec 100 salariés à ses ordres, on est déjà un gros exploiteur ! Pour les vraies petites entreprises qu'il reste, les politiciens prétendent tout faire pour les aider. En réalité, c'est la concurrence qui les ruine ! Ça, aucun politicien bourgeois ne pourra y toucher car ce serait remettre en cause l'ensemble du système capitaliste.

Attention, les « grands » patrons, eux, ne recevront pas d'argent avec les contrats de génération. Ils devront juste négocier ces contrats avec les délégués syndicaux pour continuer à bénéficier des allègements sur les cotisations sociales... laissés par la droite. Or, tous ces allègements fiscaux représentent autant d'entrées d'argent en moins pour les caisses de protection sociale des travailleuses et travailleurs : indemnités de chômage, retraites, assurance maladie ! Encore une fois, au-delà de l'esbroufe, la gauche fait semblant d'aménager un peu de justice sociale, tout en actant 99 % des attaques de la droite pour continuer à nous faire payer des emplois précaires !

Reprendre le pouvoir d'embaucher aux patrons !

Ce n'est pas un hasard si ce sont toujours les mêmes recettes qui reviennent. Les politiciens qui font allégeance au capital n'ont qu'une solution pour favoriser l'emploi en temps de crise : baisser le « coût du travail » pour qu'il soit rentable d'embaucher un peu... C'est pourquoi on a souvent le dilemme entre précarité ou chômage de masse. Par exemple, aux États-Unis ou en Allemagne, les mini-jobs atténuent un peu le chômage officiel, tout en pressurant les salarié-e-s. Mais l'aggravation continue de la crise fait que, globalement, on se retrouve avec la précarité ET le chômage... L'autre grand levier consiste à injecter de l'argent public ou à exonérer de cotisations les patrons, c'est-à-dire à les aider à faire des profits avec notre argent !

C'est d'autant plus lamentable que les député-e-s du Front de gauche ont voté à l'Assemblée pour les emplois d'avenir. Le Front de gauche confirme ainsi son soutien global au gouvernement Hollande et la compatibilité de son « réformisme » avec les intérêts immédiats des capitalistes.

La seule solution anticapitaliste, c'est de retirer le pouvoir d'embaucher aux patrons en collectivisant les moyens de production. Sans la concurrence pour la rentabilité maximale, les travailleurs seront libres d'embaucher eux-mêmes massivement et de baisser l'intensité du travail. Que celles et ceux qui travaillent décident ensemble ce qu'il faut produire et comment, pour les besoins de toutes et tous !

Dans l'immédiat, nous exigeons :

- Interdiction de tous les contrats précaires ! CDI pour toutes et tous !
- Partage du travail jusqu'à l'abolition du chômage !
- Pré-salaire pour tous les jeunes !
- Financement 100 % public des CFA, lycées et universités !

Jackie Rackham